

Communiqué de presse du 16 juin 2017

## La formation avant le travail : une intégration durable demande un investissement

**La plus grande ressource que les réfugié-e-s possèdent, c'est elles et eux-mêmes ainsi que l'expérience qu'ils et elles apportent. De ce fait, développer ce potentiel par la formation en Suisse est un investissement significatif et efficace pour l'avenir. A l'occasion de la journée nationale des réfugié-e-s, l'Union des étudiant-e-s e de Suisse (UNES) demande « la formation avant le travail » dans le processus d'intégration.**

Dans le cadre de son projet « perspectives-études », l'UNES se positionne depuis décembre 2015 pour l'accès aux études supérieures des réfugié-e-s qualifié-e-s. Lorsqu'il s'agit de rendre les ressources des réfugié-e-s utiles à la société, il existe encore beaucoup de champs d'action possibles en Suisse. Une pratique restrictive de la reconnaissance des qualifications étrangères et des possibilités limitées des services sociaux empêchent la gestion flexible de la situation, car trop peu de moyens sont investis dans le potentiel.

« Il ne s'agit pas de permettre un accès équitable aux études supérieures de manière passive », dit la co-présidente Gabriela Lüthi « Il s'agit surtout de promouvoir activement le potentiel de toute-s les membres de notre société en investissant dans l'éducation, y compris celui des réfugié-e-s ». Pour permettre une intégration durable, l'éducation supérieure ne devrait pas être négligée.

L'analyse fait par le projet ainsi que l'expérience tirée de projets étudiants d'auditeurs et auditrices libres montre clairement ceci : « Pour que les réfugié-e-s développent leur potentiel, pour elles et eux-mêmes et pour la société, il faut prendre deux mesures importantes : premièrement, leur potentiel doit être reconnu et deuxièmement, il faut faire le lien entre les compétences déjà acquises et les qualifications demandées au moyen d'une formation ou d'une formation de rattrapage » dit Martina von Arx, directrice du projet.

Par conséquent, [l'UNES demande des clarifications du potentiel au début du processus d'asile](#) ainsi qu'une stratégie d'intégration durable, qui promeut la formation au lieu du travail peu qualifié. Elle s'en tient aux exigences de la CDIP. Elle incite les hautes écoles à faire attention à l'utilisation de conditions d'admission qui garantissent de façon pragmatique la qualité sans créer de barrières inutiles dans l'accès aux études. Pour réduire les obstacles financiers, des bourses d'études doivent être accessibles.

L'investissement en vaut la peine. Une bonne éducation et une intégration qui corresponde au marché du travail est non seulement bonne à long terme pour le système de sécurité sociale, qui se reflète dans les recettes fiscales, mais empêche également les coûts sociaux. Pour ce faire, nous devons permettre les opportunités et donner le soutien dont les réfugié-e-s ont besoin pour s'intégrer dans notre société. Cela inclut aussi l'accès aux hautes écoles.

Pour plus d'informations, nous restons à votre disposition :

Gabriela Lüthi, coprésidente, UNES, [gabriela.luethi@vss-unes.ch](mailto:gabriela.luethi@vss-unes.ch), 076 443 71 99

Martina von Arx, cheffe du projet, UNES, [martina.von-arx@vss-unes.ch](mailto:martina.von-arx@vss-unes.ch) 079 915 21 75